

TACTIQUES DE COMMUNICATION ET RETOMBÉES MÉDIATIQUES DE LA MANIFESTATION « COLÈRE GÉNÉRALE CONTRE LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL »

Sylvain Rocheleau
Université du Québec à Montréal

Résumé : *Cet article propose l'analyse d'une tactique de communication d'un groupe militant ayant organisé une manifestation dans le but de perturber le congrès d'un parti politique. Ce recours à des tactiques « musclées » ou de perturbation de la part de groupes militants sera analysé d'abord sous son angle historique en rappelant quelques études réalisées à propos des conditions de succès de telles méthodes et des dangers potentiels qu'elles présentent pour les groupes y ayant recours. Nous verrons ensuite comment s'est développée la tactique du groupe militant et quelles retombées médiatiques elle a générées.*

Abstract: *Using qualitative and quantitative analysis, this article tries to assess the outcomes of a public interest group demonstration organized with the goal of disrupting a political party congress. A historical perspective will be presented in the light of studies examining the conditions of success of such tactics and the potential dangers they might pose to groups that use them. We will then evaluate the impact this demonstration has had in the media by assessing the number of articles written on the subject and the journalists' angles on this story.*

Mots-clés :

couverture médiatique, manifestation, analyse quantitative, groupes de pression

Introduction

Cet article présente l'étude de cas d'une manifestation ayant obtenu l'une des plus importantes couvertures de presse lors du printemps 2012. Elle fut organisée par la « Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics », qui regroupe près de 140 organisations du Québec (communautaires, étudiantes, syndicales, féministes, populaires et écologistes), dont l'« Association pour une solidarité syndicale étudiante » (ASSÉ).

Cette manifestation nommée « Colère générale contre le gouvernement libéral » occasionna l'un des affrontements les plus violents entre manifestants et forces policières dans l'histoire récente du Québec. Deux questionnements au sujet de cette manifestation animeront cet article. Premièrement, quelles ont été les tactiques de communication utilisées dans l'organisation de cette manifestation? Deuxièmement, dans quelle mesure les retombées médiatiques liées à cette manifestation auront-elles permis d'informer le public à propos des enjeux soulevés par les manifestants?

Nous verrons d'abord ce que la littérature peut nous apprendre à propos des tactiques de confrontations employées par des groupes d'intérêt public et leurs chances de succès. On expliquera pourquoi il nous semble important de mesurer les retombées médiatiques d'une tactique, puis nous décrirons la tactique utilisée dans la promotion de cette activité militante avant qu'elle n'ait lieu et, finalement, nous analyserons ses retombées médiatiques. Cette analyse nous permettra d'observer que l'usage de tactiques de confrontation n'est pas toujours à l'avantage des groupes qui l'emploient, même lorsqu'elles réussissent à mobiliser un grand nombre de participants ainsi que l'attention des médias.

À propos des tactiques de confrontations

De façon générale, les ressources financières, le talent politique et organisationnel des leaders d'un groupe d'intérêt public, le nombre de membres actifs ainsi que le *timing* politique constituent les facteurs de base influençant le succès des groupes d'intérêt (Berry, 1999). Quelques recherches

proposent deux autres facteurs de succès qui peuvent surprendre de prime abord : l'importance de la confrontation et de l'originalité. Bien que les groupes d'intérêt aient tendance à utiliser des tactiques avec lesquelles ils sont familiers (Tarrow, 1998), des études suggèrent que des tactiques originales ou comportant une part de confrontation sont plus efficaces. Par exemple, McAdam (1983) a démontré que les tactiques des groupes de droits civils tels que des *sit-in*, mais surtout les fameux *Freedom Riders*¹ furent efficaces parce qu'elles prirent de court les autorités. De son côté, McCammon (2001) identifia les nombreuses marches organisées par les suffragettes - une nouveauté en 1913! - comme un des facteurs déterminants dans leur victoire. On attribue également le succès des employés de soutien en 1991 contre la direction l'Université Columbia à leur utilisation de moyens de pression à la fois originaux et confrontants (*ibid.*). Les manifestations de ces employés dans les endroits huppés de Manhattan où l'université sollicitait les dons de ses diplômés eurent un effet important sur le conseil d'administration. Dans son analyse de 53 tactiques utilisées par des groupes d'intérêt américains en 1990, Gamson (1990) va encore plus loin en remarquant que lorsque ces derniers font usage d'une certaine violence, leur chance de gain est meilleure.

Néanmoins, d'autres chercheurs montrent le recul subi par des mouvements trop enclins à la violence. Cress et Snow (2000) ont observé que des tactiques de confrontation pouvaient s'avérer gagnantes lorsqu'une large portion de la population appuyait une cause, mais que le gouvernement y était hostile ou indifférent. Par contre, ces mêmes tactiques s'avéraient plutôt perdantes quand le gouvernement avait déjà entamé le dialogue, car l'opinion publique n'approuvait plus ces tactiques jugées exagérées.

Il existe différentes façons de mesurer si une tactique s'est avérée gagnante ou perdante. La tactique a-t-elle généré un gain politique pour les manifestants ou, au contraire, un recul? La tactique a-t-elle influencé l'opinion publique? Dans

¹ Les *Freedom Riders* étaient des activistes qui voyageaient en autobus dans les états du sud dans le but de mettre à l'épreuve un jugement de la Cour suprême interdisant l'application des lois ségrégationnistes aux voyageurs.

cet article, on cherchera plutôt à mesurer si la tactique d'un groupe a réussi à attirer l'attention des médias et si son message initial a circulé auprès du public.

Pourquoi mesurer les retombées d'une tactique de communication?

On peut supposer que la familiarité d'un groupe avec une tactique la rende plus facile à mettre en œuvre et puisse permettre de l'améliorer en la répétant. Si cette tactique semble utile à l'atteinte des objectifs du groupe, son utilisation répétée peut s'avérer judicieuse. Mais encore faut-il savoir comment elle est évaluée, car on pourrait faire l'hypothèse qu'une même tactique appliquée à des campagnes de communications différentes générera des retombées variables en termes qualitatifs et quantitatifs. Prenons l'exemple d'une tactique de perturbation. Dans certains cas, cette tactique peut s'avérer un moyen efficace pour réussir à attirer l'attention du public sur un enjeu en perturbant un événement organisé par un gouvernement, une entreprise ou un parti politique. Par contre, comme on l'observera dans l'étude de cas de l'activité de perturbation du Conseil général du Parti libéral organisée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, cette même tactique de perturbation, lorsqu'elle tourne à l'émeute, risque de voir diminuer son efficacité.

Si les retombées d'une tactique peuvent être variables, il importe donc de les évaluer. Cette évaluation est nécessaire afin de confirmer l'emploi d'une tactique plutôt qu'une autre. Un groupe d'intérêt public pouvant évaluer les retombées de l'utilisation d'une tactique pendant une campagne de communication se donnerait ainsi la capacité de s'ajuster soit en apportant des modifications à sa tactique, soit en faisant appel à d'autres tactiques. Notons également la valeur empirique de telles évaluations faites à répétition pour chacune des campagnes de communication d'un groupe d'intérêt public. Elles pourraient devenir une des bases sur lesquelles un groupe s'appuierait pour choisir les tactiques les plus appropriées aux objectifs de ses campagnes.

Afin de réaliser ces évaluations, un outil a été mis en place pour recueillir les nouvelles et les communiqués de presse publiés au Québec par les médias, le

gouvernement, certains blogueurs et groupes militants. Près de 1 500 contenus sont ainsi recueillis chaque jour. Le nombre de partages obtenu sur les réseaux sociaux par chacun des contenus est ensuite obtenu à partir des API de Twitter et de Facebook. Une fois dans notre base de données, ces informations sont indexées et nous permettent de conduire diverses analyses comme celle qui a été faite pour la manifestation « Colère générale contre le gouvernement libéral ».

Outils utilisés dans la promotion de la manifestation

Divers outils ont été utilisés pour promouvoir la manifestation, dont la publication de communiqués, les pages événements *Facebook* et la diffusion de tracts et d'affiches à imprimer. Fait intéressant : la promotion de l'activité n'est pas seulement le fruit des efforts de la Coalition ou de ses membres. Des particuliers et des organisations qui ne sont pas membres de la Coalition ont, de leur propre initiative, créé des contenus ou rediffusé l'invitation de la Coalition.

L'annonce officielle de la tenue de la manifestation devant le conseil général du Parti Libéral du Québec a été publiée le 23 avril soit seulement douze jours avant le congrès. Le communiqué invitant la population à manifester contre le gouvernement libéral est rédigé sur le même ton que son titre : une expression de la colère. L'affiche est de facture plutôt dramatique jouant sur des teintes de noir et de rouge où on aperçoit l'ombre de Jean Charest mettant la main sur la bouche d'un jeune. Le communiqué obtint un bon rayonnement dans les médias sociaux et particulièrement sur *Facebook* où il fut partagé 532 fois.



La CLASSE² diffusa aussi un communiqué le 27 avril dénonçant une offre du gouvernement jugée insatisfaisante afin de régler le conflit étudiant perdurant depuis onze semaines. À la fin du communiqué, la CLASSE annonce « qu'elle se mobilisera dans le cadre du Conseil général du Parti Libéral du Québec le vendredi 4 mai, avec des centaines d'autres groupes sociaux regroupés au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. » (CLASSE, 27 avril 2012). Ces deux communiqués diffusés à propos de la tenue de cette manifestation n'eurent aucun écho dans les grands médias, mais la vigueur du mouvement étudiant durant cette période allait provoquer une décision de la part du Parti Libéral qui, elle, allait susciter un grand intérêt pour cette manifestation de la part des médias.

Initialement, le conseil général du PLQ devait se tenir au Centre Mont-Royal à Montréal. Or, durant cette période, des manifestations avaient lieu quotidiennement dans la métropole québécoise, attirant plusieurs dizaines de milliers de citoyens, majoritairement étudiants. La plupart de ces manifestations étaient pacifiques, mais le conflit étudiant s'enlisant, des démonstrations de colère et des actions de perturbations économiques s'observaient de plus en plus fréquemment. L'une d'elles visant un projet piloté personnellement par le Premier ministre, le Plan Nord, avait d'ailleurs tourné à l'émeute au Palais des Congrès de Montréal le 20 avril. C'est dans ce contexte que le PLQ a annoncé par voie de communiqué que « Suite aux récentes manifestations, et après consultation avec le Centre Mont-Royal, la direction du PLQ a pris la décision de déplacer l'événement » (PLQ, 29 avril, 2012). Le congrès fut déplacé à Victoriaville, à 160 km de Montréal. Jusqu'au déplacement du congrès de Montréal vers Victoriaville, les médias avaient peu parlé du conseil général libéral et de la manifestation de la Coalition, mais l'annonce du déplacement du congrès à moins d'une semaine fut abondamment couverte et donna aux deux activités une grande visibilité.

Toutefois, le message initial de la Coalition contre la tarification des services publics fut complètement absent de la couverture médiatique. Dans les jours qui précédèrent le congrès, les grands médias furent nombreux à consacrer des

² Coalition Large de l'ASSÉ

articles d'anticipation quant à la violence qui pourrait avoir lieu lors de l'ouverture du congrès. Des titres-chocs tels que « Victoriaville sur les dents » (QMI, 2 mai, 2012), « Victoriaville se prépare » (Radio-Canada, 3 mai 2012) ou encore « Le conflit étudiant s'enlise » (Première chaîne de la SRC, 3 mai, 2012) ont tous traité du climat de tension à l'approche de ce qui était alors présenté comme une confrontation potentiellement violente entre les étudiants et les forces de l'ordre.

Bien que la couverture médiatique concernant l'activité organisée par la Coalition fut abondante (plus de 70 articles), il serait difficile de la relier uniquement au choix de ses tactiques. C'est d'abord un communiqué provenant de l'organisation ciblée par la Coalition, le PLQ, qui a réellement attiré l'attention des médias. De plus, le contexte sociopolitique de la crise étudiante et l'annonce de la participation de la CLASSE ont pu avoir un impact plus important que les tactiques de communication de la Coalition, puisqu'ils furent les éléments déclencheurs dans le transfert du congrès libéral. Quoi qu'il en soit, la tenue de cette manifestation a été fortement publicisée et une majorité de Québécois en ont été informés dans les jours la précédant. La distance de Victoriaville avec les centres urbains de Montréal et Québec ainsi que la confrontation anticipée entre les manifestants et les forces policières ont pu toutefois en inciter plus d'un à rester à la maison.

Rayonnement dans les médias suite à la manifestation

Selon Radio-Canada³, la manifestation de la Coalition a réussi à mobiliser une trentaine d'autobus pour ainsi réunir quelques milliers de manifestants aux abords du Centre des Congrès de Victoriaville. Toutefois, plusieurs centaines de manifestants quittèrent précipitamment les lieux peu de temps après le début de la manifestation, car elle se transforma en émeute d'une violence rarement observée au Québec. Convoqués par la ministre de l'Éducation à Québec, les porte-parole des associations étudiantes, appuyées par les présidents de trois

³ Radio-Canada. (2012). Manifestations Victoriaville 4 mai. Radio-Canada.com. Récupéré à http://endirect.radio-canada.ca/Event/Manifestations_Victoriaville_4_mai?Page=0

grandes centrales syndicales, ont même dû suspendre leurs discussions avec le gouvernement pour faire un point de presse appelant au calme.

La couverture médiatique de l'activité fut imposante et représenta un fort pourcentage de l'actualité pendant quelques jours comme le démontre ce tableau comparant le nombre d'articles portant sur l'activité de la Coalition au nombre d'articles total recueilli par notre système d'analyse.

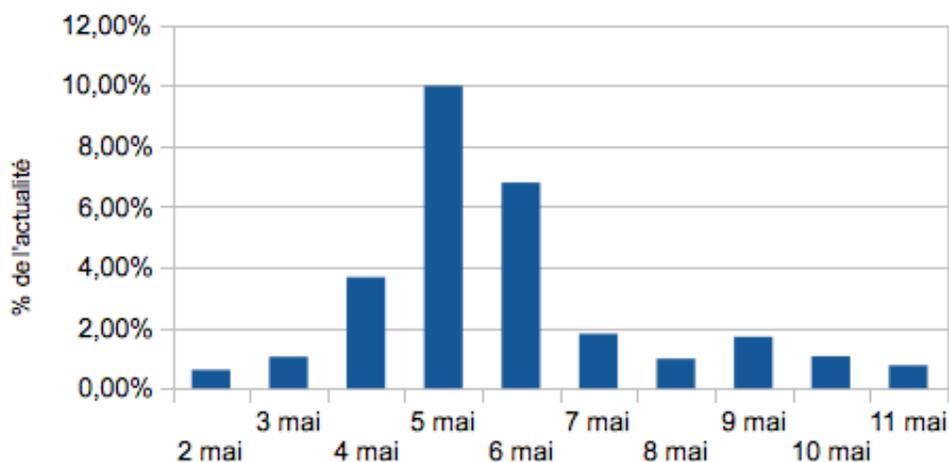


Figure 1 - Pourcentage de nouvelles à propos de la "manif-action" de la Coalition

Sur le strict plan de la visibilité, il est difficile d'imaginer une meilleure couverture pour une activité militante. Le samedi 5 mai, près de 10% de toutes les nouvelles recueillies par notre système ont été consacrées à cette manifestation et près de 7% le dimanche 6 mai. L'activité demeura plusieurs jours dans les médias québécois, représentant entre 1% et 2% des contenus publiés du 7 au 11 mai. La manifestation fut également couverte par plusieurs médias canadiens et internationaux, mais pour l'instant notre système n'analyse que les contenus québécois.

Entre le 4 et le 11 mai, près de 300 contenus médias reliés à cette activité ont été enregistrés dans le système, générant au total plus de 40 000 partages sur Facebook et plus de 3 000 sur Twitter. Autant dans les grands médias que sur les réseaux sociaux, la manifestation de la Coalition fut la nouvelle la plus importante au Québec pendant au moins 48 heures.

L'activité de la Coalition représente donc un succès de visibilité indéniable, mais dans quelle mesure les projecteurs ont-ils été braqués sur les aspects violents de la manifestation plutôt que sur les revendications et les propositions de la Coalition? Pour répondre à cette question, il semble important de distinguer la visibilité qu'a eue l'émeute de celle qu'a obtenue le message de la Coalition et la cause qu'elle défend. Des quelque 300 contenus médiatiques qui furent diffusés à propos de l'activité, seulement une douzaine mentionnèrent le mot « tarification », l'enjeu principal de l'activité de la Coalition. Notre analyse s'attardera donc plutôt à ce corpus de nouvelles obtenu en isolant les contenus présentant au moins une occurrence du mot « tarification ». Voici le schéma de la circulation de l'information pour ce groupe de nouvelles du 4 au 11 mai.

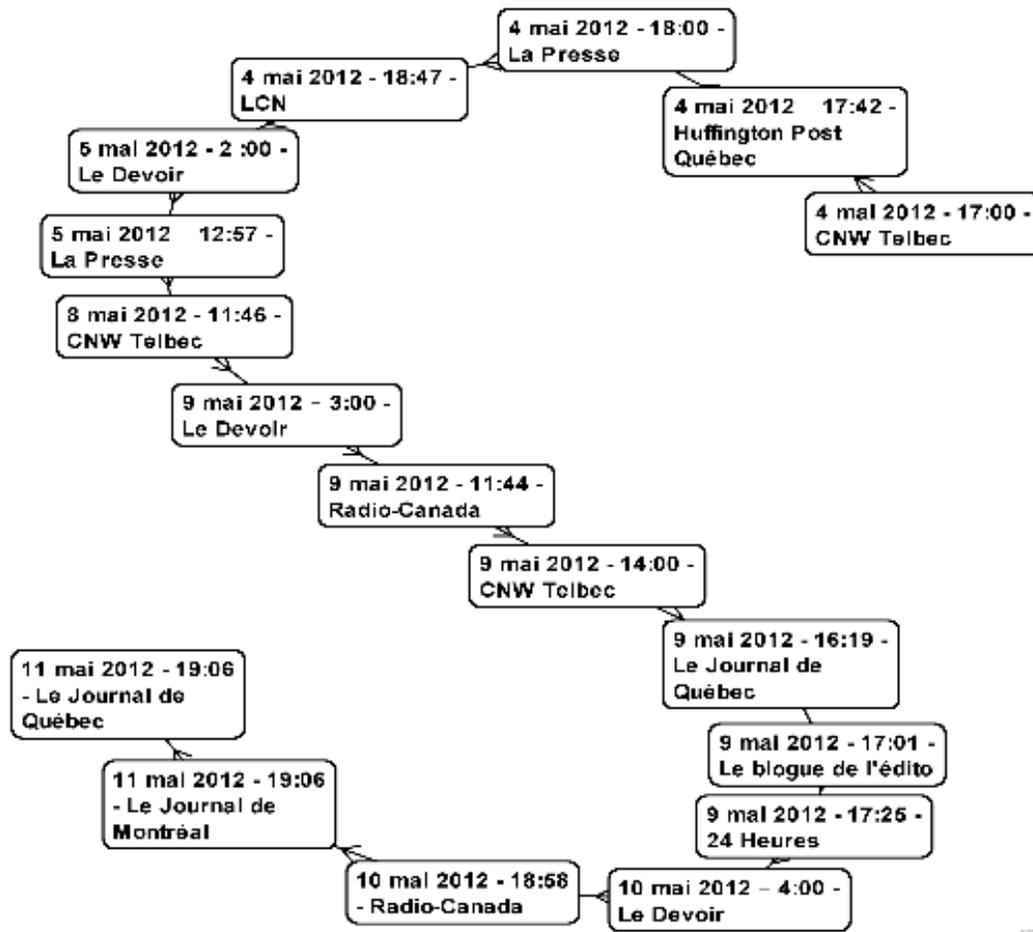


Figure 2 - Circulation de l'information suite à l'activité de la Coalition

Outre, le faible nombre de nouvelles mentionnant le terme « tarification », le schéma de la circulation indique en plus qu'au plus fort de la couverture médiatique, les 5 et 6 mai, période où plus de 150 contenus furent publiés au sujet de l'activité de la Coalition, seulement deux mentionnèrent le terme « tarification ». De plus, à la lecture des articles publiés, on se rend compte que le terme « tarification » n'est présent que parce qu'on y nomme la « Coalition

opposée à la **tarification** et à la privatisation des services publics » en tant qu'organisatrice de l'activité. Aucun de ces articles n'a pour sujet la tarification des services publics, la violence des affrontements entre manifestants et policiers l'éclipsant complètement. À ce chapitre, le titre du communiqué publié le 8 mai par un des membres de la Coalition résume à lui seul la place qu'aura pris la violence des actes lors de la manifestation au détriment du message de la Coalition : « Manifestation au Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville - Un message étouffé par les gaz » (Collectif pour un Québec sans pauvreté, 8 mai, 2012).

Bilan de la tactique

La couverture médiatique de l'activité de la Coalition fut exceptionnelle, mais il est difficile d'en donner le crédit à la tactique employée par la Coalition. La couverture avant l'activité a été provoquée par l'annonce du déplacement du congrès par le parti libéral et alimentée par ailleurs par le conflit étudiant, alors que la couverture suivant l'activité est largement due à la violence de l'activité qui tourna rapidement à l'émeute. D'ailleurs, il serait difficile de conclure que l'utilisation de la violence ou de la confrontation avec les autorités ait pu mener à un quelconque gain. Dans leur étude, Cress et Snow (2000) montraient bien que les chances de succès d'une tactique de confrontation étaient liées à deux conditions importantes : un large support dans la population pour la cause et une fin de non-recevoir de la part des autorités gouvernementales. Or, dans ce cas précis, même si on observe que le gouvernement ignorait les revendications de la Coalition et en particulier celles des associations étudiantes en grève depuis de nombreuses semaines, on ne peut prétendre que ces organisations bénéficiaient d'un large support populaire. Si on se base sur les sondages d'opinion⁴ menés durant cette période, entre 50% et 60% de la population étaient plutôt en défaveur de ces revendications.

On notera au passage que quelques sondeurs ont illustré de façon éloquente les observations de Gingras (1999) indiquant que les sondages servent plus souvent

⁴ Huit sondages parus entre 25 nov. et le 23 mars 2012 montrent une opinion publique mitigée face à cet enjeu.

à former l'opinion publique qu'à réellement l'exprimer. Par exemple, on aura pu observer des questions de sondages demandant au citoyen d'exprimer son opinion à propos des revendications étudiantes avec des questions l'obligeant à choisir entre une hausse des frais de scolarité ou une hausse des impôts⁵. Le quotidien La Presse innova quant à lui en sondant la population sur un projet de loi avant que son contenu ne soit rendu public. Ceci ne l'empêcha pas de titrer à propos de la loi 78 « Sondage CROP-La Presse: les Québécois en faveur de la ligne dure » (La Presse, 19 mai 2012) ni à son antenne outaouaise d'affirmer que « Les Québécois appuient la loi spéciale » (Le Droit, 19 mai 2012). Bien sûr, on ne saura mesurer l'impact réel de ces sondages sur l'opinion publique, mais ils remettent en cause l'idée même d'une mesure fiable du support de la population pour cette cause. Quoi qu'il en soit, l'idée reçue fut que tout au long de ce conflit, la population était plutôt défavorable à la cause et ceci donna une certaine légitimité au gouvernement dans son maintien d'une ligne dure.

En résumé, malgré une forte couverture, l'enjeu défendu par la Coalition, la tarification des services publics, n'a pas été mis de l'avant dans les médias qui se concentrèrent plutôt sur la violence des actes commis durant l'émeute. À ce chapitre, suite à cette couverture médiatique, il serait difficile d'imaginer que le public soit plus sensible aux dangers de la tarification des services publics décriés par la Coalition et encore moins aux solutions que cette dernière propose en matière de gestion des fonds publics. Par contre, dans son objectif de manifester de la colère contre le parti libéral, on peut dire que la Coalition n'a pas échoué, même si elle a été dépassée par les événements. D'ailleurs, au niveau des communications, elle a attendu au 9 mai, 5 jours après l'activité, avant de publier un nouveau communiqué, ne pouvant ainsi espérer avoir une influence sur la couverture médiatique au plus fort de celle-ci les 5 et 6 mai.

L'emprise médiatique de la manifestation de Victoriaville sur l'actualité a pu nuire aux relations publiques du PLQ autour de son conseil général. Les conclusions et le message général du Parti Libéral suite à son conseil auraient

⁵ « La population demeure tiède ». 24 Heures, LCN, Journal de Québec. Québec, mars 18, 2012.

probablement obtenu plus d'attention des médias et du public, n'eût été l'activité organisée par la Coalition. Au niveau de *l'agenda-setting*, on peut parler d'une demi-victoire, car, bien que la Coalition n'ait pas réussi à faire passer son message auprès de la population, son activité a pu contribuer à bloquer celui du Parti Libéral. Le public aura aussi pu mesurer l'intensité de la colère d'une partie de la population vis-à-vis de ce parti et jusqu'où certains manifestants étaient prêts à aller.

Références

Berry, J. (1999). *The Power of Citizen Groups. The New Liberalism* (Brooking Institution Press.). Washington, DC: Brooking Institution Press.

Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). (2012). Grève étudiante: « Une insulte plus qu'une offre » déclare la CLASSE, qui consultera tout de même ses membres. 27 avril 2012. Newswire.ca. Repéré à <http://www.newswire.ca/fr/story/963529/greve-etudiante-une-insulte-plus-qu-une-offre-declare-la-classe-qui-consultera-tout-de-meme-ses-membres>.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. (2012). Manif-action au Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville - Colère générale contre le gouvernement libéral. 4 mai 2012. Newswire.ca. Repéré à <http://www.newswire.ca/en/story/968583/manif-action-au-conseil-general-du-parti-liberal-du-quebec-a-victoriaville-colere-generale-contre-le-gouvernement-liberal>.

Collectif pour un Québec sans pauvreté. (2012). Manifestation au Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville - Un message étouffé par les gaz. 8 mai 2012. Newswire.ca. Repéré à <http://www.newswire.ca/fr/story/970147/manifestation-au-conseil-general-du-parti-liberal-du-quebec-a-victoriaville-un-message-etouffe-par-les-gaz>.

Cress, D. M., et Snow, D.A. (2000). The Outcomes of Homeless Mobilization: The Influence of Organization, Disruption, Political Mediation, and Framing. *The American Journal of Sociology* 105(4), 1063-1104.

Gamson, W. A. (1990). *The Strategy of Social Protest*. Belmont, CA: Wadsworth Publishing.

Gingras, A.-M. (1999). *Médias et démocratie : le grand malentendu*. Presse de l'université du Québec. Sainte-Foy.

Lessard, D. (2012). Les Québécois appuient la loi spéciale. *Lapresse.com*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/education/201205/18/01-4526876-les-quebecois-appuient-la-loi-speciale.php>.

Lessard, D. (19 mai, 2012). Sondage CROP-La Presse: les Québécois en faveur de la ligne dure. Lapresse.com. Montréal. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/18/01-4526881-sondage-crop-la-presse-les-quebecois-en-faveur-de-la-ligne-dure.php>.

McAdam, D. (1983). Tactical Innovation and the Pace of Insurgency. *American Sociological Review* 48(6), 735-754.

McCammon, H. J. (2001). Stirring Up Suffrage Sentiment: The Emergence of the State Woman Suffrage Movements, 1866-1914. *Social Forces*, 80 (2), 449-480.

Parti libéral du Québec. (2012). Avis aux médias - Conseil général des 4, 5 et 6 mai prochain - Les militants du PLQ se réuniront à Victoriaville. 29 avril 2012. Newswire.ca. <http://www.newswire.ca/fr/story/963833/avis-aux-medias-conseil-general-des-4-5-et-6-mai-prochain-les-militants-du-plq-se-reuniront-a-victoriaville>.

Tarrow, S. (1998). *Power in movement*: Social Movements, Collectives actions and Politics. Cambridge University Press. New-York: Cambridge University Press. *Journal of Cultural Studies*, 1(1), 123-143.